



Versement

1578 W 1-403

Identification :

Intitulé/ Analyse : Dossiers des Habitations à Loyer Modéré (H.L.M.)

Dates extrêmes : 1949 - 1984

Importance matérielle : 27 ml

Contexte

Service producteur : Direction Départementale de l'Équipement

Service versant : Direction Départementale de l'Équipement

N° d'entrée du versement : 55962 et 56214

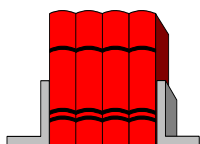
Date d'entrée du versement : 21/10/2008 et 27/10/2009

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : Immédiate

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 3 octobre 2012



Présentation

Présentation du service producteur

L'administration déconcentrée de l'Etat en charge des ponts et chaussées, de l'équipement et des transports a connu diverses formes d'organisation depuis la Seconde Guerre mondiale.

De 1940 à 1966, le service départemental des Ponts et Chaussées, déjà en place tout au long du XIX^e siècle, continue à oeuvrer sous la tutelle du ministère des Travaux publics dans les domaines suivants : routes, circulation routière, chemins de fer, voies navigables, transports, contrôle de la distribution d'énergie électrique, base aérienne et tourisme (ce dernier après 1948). A noter que l'ancien service vicinal, qui dépendait du ministère de l'Intérieur, a été rattaché aux Ponts et Chaussées par la loi du 15 octobre 1940, appliquée au 1^{er} janvier 1941 puis validée par l'ordonnance du 10 mars 1945.

En 1967 ce service fusionne avec la Délégation départementale à la reconstruction pour former la Direction départementale de l'équipement (DDE) sous tutelle du ministère de l'Equipement, créé le 8 janvier 1966. De nouvelles attributions liées aux domaines de la construction et de l'aménagement apparaissent : constructions publiques pour l'Etat et les collectivités locales, planification urbaine, logement social, amélioration de l'habitat, urbanisme (opérationnel et réglementaire), puis environnement (après 1978).

Les services départementaux des Ponts et Chaussées puis de l'Equipement sont organisés depuis le début du XX^e siècle autour de services centraux, déconcentrés, pour certaines missions de proximité, en subdivisions territoriales.

À compter de 1982, à la suite des lois de décentralisation, les conseils généraux ont progressivement repris la gestion directe des personnels qui, au sein des DDE, assuraient les missions qui relèvent de leurs compétences, notamment la voirie départementale et le patrimoine immobilier (collèges). Toutefois, une loi de 1992 réaffirmait le principe de maintien des services des DDE et de leur personnel sous statut d'État, tout en prévoyant le financement par les départements et communes des travaux exécutés pour eux.

Jusqu'en 2001, les services de l'État pouvaient exercer des missions de maîtrise d'œuvre pour les communes sur simple demande de leur part (délibération puis autorisation préfectorale). À partir de 2001, ils sont soumis au code des marchés publics dans les mêmes conditions de concurrence que les bureaux d'études privés.

Par dérogation à cette obligation, les services de l'État pouvaient apporter leur assistance technique aux communes les plus petites dans les domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'habitat, pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.

À partir de 2006, diverses réformes affectent les DDE avant de conduire à leur suppression dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

L' « acte II de la décentralisation » prévu par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que les conseils généraux reprennent la totalité de la gestion des réseaux routiers départementaux dont ils ont la responsabilité. Au 1^{er} janvier 2007, la partie routière et ouvrages d'art (construction, entretien et exploitation) des DDE est donc transférée, soit au département, soit à de nouveaux services spécialisés du ministère :

- les routes départementales (RD) et routes nationales d'intérêt local (RNIL) (environ 375 000 km) passent sous la responsabilité des directions des routes des conseils généraux, entraînant le transfert de 30 000 agents des DDE ;
- les routes nationales (RN) et autoroutes (A) non concédées sont transférées à onze directions interdépartementales des routes (DIR) qui sont créées pour construire, entretenir et exploiter ce réseau d'environ 20 000 km à la place des DDE.

La loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 parachève la réforme en abrogeant donc la loi de 1992 et prévoit le transfert des « parcs de l'équipement » et de leurs personnels aux conseils généraux, pour les parties qui n'ont pas été dévolues aux DIR.

Les DDE conservent la compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, d'éducation routière, de gestion de crises, d'animation de la sécurité routière, maritime, d'appui aux collectivités locales, de prévention des risques, etc.

Le 1^{er} janvier 2010, suite à la révision générale des politiques publiques de l'Etat (RGPP), la DDE fusionne avec la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) pour former la Direction départementale des territoires (DDT).

Missions de la DDE jusqu'au 1^{er} janvier 2007

- construction et entretien des réseaux routiers,
- aménagement du territoire,
- habitat (politique du logement, H.L.M., lotissements, etc.),
- urbanisme (contrôles, contentieux, décisions de construire, etc.),
- environnement,
- constructions publiques (ministères, collectivités territoriales, etc.),
- transports,
- bases aériennes.

Tri et éliminations pratiqués

En vertu de la circulaire AD 98/5 du 19 juin 1998 et de la note des Archives de France AD 22136/6024 du 16 novembre 1987, l'ensemble des dossiers de construction d'H.L.M. dans le département de l'Aube pour la période 1949-1984 a été conservé. Aucun tri n'a été pratiqué dans ces dossiers.

Mode(s) de classement adopté(s)

Le classement adopté est un classement par typologie d'organismes H.L.M., dans l'ordre alphabétique des communes concernées. Ce classement est issu de la fusion des versements n° 55962 et 56214.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ces documents sont communicables immédiatement.

Dossiers des Habitations à Loyer Modéré (H.L.M.)

1578 W 1	CIAC. Troyes	1962
1578 W 2	Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme. Romilly-sur-Seine	1951 - 1963
1578 W 3 - 7	Office départemental d'habitations à loyer modéré du département de l'Aube et Office municipal d'habitations à loyer modéré de la ville de Troyes	1965 - 1975
1578 W 3	La Chapelle Saint-Luc	1965 - 1971
1578 W 4	La Chapelle Saint-Luc	1971
1578 W 5	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1972
1578 W 6	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1975
1578 W 7	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1975
1578 W 8 - 85	Office public d'habitations à loyer modéré de la ville de Troyes	1950 - 1983
1578 W 8	La Chapelle Saint-Luc	1982 - 1983
1578 W 9	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 10	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 11	La Chapelle Saint-Luc	1968 - 1969
1578 W 12	La Chapelle Saint-Luc	1968 - 1969
1578 W 13	La Chapelle Saint-Luc	1969 - 1974
1578 W 14	La Chapelle Saint-Luc	1968 - 1974
1578 W 15	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 16	La Chapelle Saint-Luc	1968

1578 W 17	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 18	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 19	Les Noës	1973 - 1977
1578 W 20	Romilly-sur-Seine	1974 - 1978
1578 W 21	Rosières-près-Troyes	1974 - 1978
1578 W 22	Rosières-près-Troyes	1973 - 1976
1578 W 23	Troyes	1971 - 1975
1578 W 24	Troyes	1963 - 1970
1578 W 25	Troyes	1955 - 1961
1578 W 26	Troyes	1964 - 1971
1578 W 27	Troyes	1965 - 1972
1578 W 28	Troyes	1950 - 1961
1578 W 29	Troyes	1953 - 1958
1578 W 30	Troyes	1953
1578 W 31	Troyes	1954 - 1956
1578 W 32	Troyes	1952 - 1961
1578 W 33	Troyes	1955 - 1961
1578 W 34	Troyes	1962 - 1966
1578 W 35	Troyes	1973 - 1977
1578 W 36	Troyes	1970 - 1972

1578 W 37	Troyes	1969 - 1971
1578 W 38	Troyes	1956 - 1961
1578 W 39	Troyes	1955 - 1957
1578 W 40	Troyes	1958 - 1969
1578 W 41	Troyes	1954 - 1958
1578 W 42	Troyes	1957 - 1962
1578 W 43	Troyes	1976 - 1979
1578 W 44	Troyes	1966 - 1971
1578 W 45	Troyes	1954 - 1961
1578 W 46	Troyes	1966 - 1971
1578 W 47	Troyes	1972 - 1977
1578 W 48	Troyes	1954 - 1967
1578 W 49	Troyes	1961
1578 W 50	Troyes	1961 - 1968
1578 W 51	Troyes	1956 - 1962
1578 W 52	Troyes	1957 - 1962
1578 W 53	Troyes	1956
1578 W 54	Troyes	1972 - 1976
1578 W 55	Troyes	1958 - 1959
1578 W 56	Troyes	1949 - 1951

1578 W 57	Troyes	1979 - 1980
1578 W 58	Troyes	1979 - 1980
1578 W 59	Troyes	1974 - 1976
1578 W 60	Troyes	1977 - 1979
1578 W 61	Troyes	1977 - 1979
1578 W 62	Troyes	1957 - 1962
1578 W 63	Troyes	1955 - 1962
1578 W 64	Troyes	1975 - 1976
1578 W 65	Troyes	1975 - 1976
1578 W 66	Troyes	1954 - 1960
1578 W 67	Troyes	1953 - 1957
1578 W 68	Troyes	1958 - 1959
1578 W 69	Troyes	1964 - 1972
1578 W 70	Troyes	1980 - 1981
1578 W 71	Troyes	1966 - 1969
1578 W 72	Troyes	1973 - 1976
1578 W 73	Troyes	1962 - 1965
1578 W 74	Troyes	1962 - 1964
1578 W 75	Troyes	1962 - 1970
1578 W 76	Troyes	1962 - 1969

1578 W 77	Troyes	1963 - 1966
1578 W 78	Troyes	1982
1578 W 79	Troyes	1981
1578 W 80	Troyes	1947 - 1954
1578 W 81	Troyes	1965
1578 W 82	Troyes	1965
1578 W 83	Troyes	1958 - 1965
1578 W 84	Troyes	1958 - 1959
1578 W 85	Troyes	1960 - 1964
1578 W 86 - 169 l'Aube	Office public d'habitations à loyer modéré du département de	1950 - 1981
1578 W 86	Aix-en-Othe	1973 - 1976
1578 W 87	Aix-en-Othe	1961 - 1966
1578 W 88	Aix-en-Othe	1966 - 1971
1578 W 89	Bar-sur-Aube	1963 - 1967
1578 W 90	Bar-sur-Aube	1952 - 1962
1578 W 91	Bar-sur-Aube	1958 - 1962
1578 W 92	Bar-sur-Aube	1972
1578 W 93	Bar-sur-Seine	1973 - 1977
1578 W 94	Bar-sur-Seine	1978 - 1979
1578 W 95	Bar-sur-Seine	1978 - 1979

1578 W 96	Bar-sur-Seine	1967 - 1968
1578 W 97	Bercenay-en-Othe	1976 - 1980
1578 W 98	Brienne-le-Château	1975 - 1980
1578 W 99	Brienne-le-Château	1968 - 1972
1578 W 100	Brienne-le-Château	1973 - 1976
1578 W 101	Brienne-le-Château	1971 - 1976
1578 W 102	Brienne-le-Château	1977 - 1978
1578 W 103	Brienne-le-Château	1976 - 1977
1578 W 104	Brienne-le-Château	1967 - 1972
1578 W 105	Brienne-le-Château	1965 - 1969
1578 W 106	Chaource	1978 - 1980
1578 W 107	Chaource	1972 - 1976
1578 W 108	Crancey	1971 - 1975
1578 W 109	Ervy-le-Châtel	1972 - 1973
1578 W 110	Ervy-le-Châtel	1968 - 1973
1578 W 111	Estissac	1969 - 1973
1578 W 112	Estissac	1973 - 1974
1578 W 113	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1972
1578 W 114	La Chapelle Saint-Luc	1968 - 1969
1578 W 115	La Chapelle Saint-Luc	1973 - 1978

1578 W 116	La Chapelle Saint-Luc	1973 - 1976
1578 W 117	Mailly-le-Camp	1965 - 1972
1578 W 118	Marigny-le-Châtel	1971 - 1975
1578 W 119	Marigny-le-Châtel	1978 - 1979
1578 W 120	Méry-sur-Seine	1963 - 1971
1578 W 121	Méry-sur-Seine	1964 - 1971
1578 W 122	Méry-sur-Seine	1970 - 1974
1578 W 123	Méry-sur-Seine et Plancy-l'Abbaye	1974 - 1975
1578 W 124	Mussy-sur-Seine	1965 - 1971
1578 W 125	Nogent-sur-Seine	1969
1578 W 126	Nogent-sur-Seine	1970 - 1974
1578 W 127	Nogent-sur-Seine	1954 - 1960
1578 W 128	Palis	1974 - 1976
1578 W 129	Plancy	1964 - 1975
1578 W 130	Plancy	1963 - 1971
1578 W 131	Plancy	1970 - 1974
1578 W 132	Romilly-sur-Seine	1969 - 1972
1578 W 133	Romilly-sur-Seine	1976
1578 W 134	Romilly-sur-Seine	1968 - 1973
1578 W 135	Romilly-sur-Seine	1950 - 1958

1578 W 136	Romilly-sur-Seine	1960 - 1964
1578 W 137	Romilly-sur-Seine	1968 - 1973
1578 W 138	Romilly-sur-Seine	1962 - 1968
1578 W 139	Sainte-Savine	1956 - 1962
1578 W 140	Sainte-Savine	1967 - 1972
1578 W 141	Sainte-Savine	1950 - 1958
1578 W 142	Sainte-Savine	1975 - 1980
1578 W 143	Sainte-Savine	1969
1578 W 144	Sainte-Savine	1972 - 1975
1578 W 145	Sainte-Savine	1968 - 1972
1578 W 146	Troyes	1981
1578 W 147	Troyes	1966 - 1971
1578 W 148	Troyes	1956
1578 W 149	Troyes	1954 - 1958
1578 W 150	Troyes	1975 - 1980
1578 W 151	Troyes	1980
1578 W 152	Troyes	1966 - 1972
1578 W 153	Troyes	1953 - 1957
1578 W 154	Troyes	1954 - 1961
1578 W 155	Troyes	1962 - 1967

1578 W 156	Troyes	1962 - 1964
1578 W 157	Vendeuvre-sur-Barse	1973 - 1977
1578 W 158	Vendeuvre-sur-Barse	1955 - 1961
1578 W 159	Vendeuvre-sur-Barse	1966 - 1972
1578 W 160	Villenauxe	1963 - 1971
1578 W 161	Villenauxe-la-Grande	1963 - 1969
1578 W 162	Virey-sous-Bar	1972 - 1974
1578 W 163	Bar-sur-Aube	1962
1578 W 164	Bar-sur-Aube	1967 - 1972
1578 W 165	Bar-sur-Aube	1965 - 1969
1578 W 166	Saint-André-les-Vergers	1956 - 1957
1578 W 167	Sainte-Savine	1965 - 1967
1578 W 168	Sainte-Savine	1955 - 1965
1578 W 169	Sainte-Savine	1956 - 1958
1578 W 170	SACC « Les Villas de Saint-Julien ». Saint-Julien-les-Villas	1963
1578 W 171 - 173	Société « le Foyer de familles nombreuses »	1955 - 1971
1578 W 171	Saint-André-les-Vergers	1961 - 1971
1578 W 172	Sainte-Savine	1955 - 1971
1578 W 173	Troyes	1955 - 1958

**1578 W 174 - 189 Société anonyme coopérative d'habitations à loyer modéré
« Foyer des Familles Nombreuses de l'Aube »**

1954 - 1979

1578 W 174	Arcis-sur-Aube	1962 - 1965
1578 W 175	Bar-sur-Aube	1954 - 1961
1578 W 176	Fontaine-les-Grès	1959 - 1961
1578 W 177	La Rivière-de-Corps	1974 - 1976
1578 W 178	Mussy-sur-Seine	1954 - 1962
1578 W 179	Romilly-sur-Seine	1971 - 1977
1578 W 180	Romilly-sur-Seine	1976 - 1979
1578 W 181	Romilly-sur-Seine	1959 - 1964
1578 W 182	Saint-André-les-Vergers	1971 - 1974
1578 W 183	Saint-André-les-Vergers	1971 - 1974
1578 W 184	Sainte-Savine	1955 - 1962
1578 W 185	Sainte-Savine	1957 - 1958
1578 W 186	Saint-Julien-les-Villas	1955 - 1964
1578 W 187	Troyes	1959 - 1963
1578 W 188	Villemoyenne	1956 - 1957
1578 W 189	Villemoyenne	1957 - 1963

1578 W 190 - 194 Société anonyme de construction de la ville de Romilly-sur-Seine (SACVIR)

1982 - 1984

1578 W 190	Romilly-sur-Seine	1984
-------------------	-------------------	------

1578 W 191	Romilly-sur-Seine	1982
1578 W 192	Romilly-sur-Seine	1983
1578 W 193	Romilly-sur-Seine	1983
1578 W 194	Romilly-sur-Seine	1982
1578 W 195 - 220 Société anonyme d'habitations à loyer modéré « La Maisonnnette troyenne »		1953 - 1978
1578 W 195	Bar-sur-Aube	1964 - 1970
1578 W 196	Bar-sur-Aube	1959 - 1961
1578 W 197	La Chapelle Saint-Luc	1961 - 1965
1578 W 198	Les Noës	1957 - 1960
1578 W 199	Les Noës	1960 - 1964
1578 W 200	Les Noës	1954 - 1958
1578 W 201	Les Noës	1955 - 1957
1578 W 202	Nogent-sur-Seine	1959 - 1963
1578 W 203	Pont-Sainte-Marie	1977 - 1978
1578 W 204	Saint-André-les-Vergers	1960 - 1964
1578 W 205	Saint-André-les-Vergers	1974 - 1977
1578 W 206	Saint-André-les-Vergers	1970 - 1973
1578 W 207	Saint-André-les-Vergers	1961 - 1965
1578 W 208	Saint-André-les-Vergers	1971 - 1972
1578 W 209	Saint-Germain	1972 - 1976

1578 W 210	Saint-Julien-les-Villas	1961 - 1964
1578 W 211	Saint-Julien-les-Villas	1955 - 1959
1578 W 212	Saint-Julien-les-Villas	1957 - 1966
1578 W 213	Troyes	1954 - 1958
1578 W 214	Troyes	1964 - 1969
1578 W 215	Troyes	1957 - 1962
1578 W 216	Troyes	1954
1578 W 217	Troyes	1956 - 1961
1578 W 218	Troyes	1956 - 1961
1578 W 219	Troyes	1960 - 1965
1578 W 220	Troyes	1953 - 1958
1578 W 221	Société anonyme d'habitations à loyer modéré « Le Nouveau Logis ». Troyes	1971 - 1975
1578 W 222 - 224 et Vosges »	Société anonyme d'habitations à loyer modéré « Champagne	1949 - 1967
1578 W 222	La Chapelle Saint-Luc	1959 - 1967
1578 W 223	Romilly-sur-Seine	1953 - 1966
1578 W 224	Romilly-sur-Seine	1949 - 1954
1578 W 225	Société anonyme d'habitations à loyer modéré « Maisonnnette troyenne ». Bar-sur-Aube	1960 - 1966
1578 W 226 - 382	Société anonyme d'habitations à loyer modéré « Mon Logis »	1954 - 1982
1578 W 226	Arcis-sur-Aube	1974 - 1980

1578 W 227	Arcis-sur-Aube	1960 - 1967
1578 W 228	Arcis-sur-Aube	1955 - 1969
1578 W 229	Bar-sur-Aube	1967 - 1971
1578 W 230	Bar-sur-Aube	1969 - 1971
1578 W 231	Bar-sur-Aube	1974 - 1979
1578 W 232	Bar-sur-Aube	1971 - 1976
1578 W 233	Bar-sur-Aube	1972
1578 W 234	Bar-sur-Seine	1966 - 1969
1578 W 235	Bar-sur-Seine	1964 - 1969
1578 W 236	La Chapelle Saint-Luc	1968 - 1971
1578 W 237	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 238	Mailly-le-Camp	1964 - 1968
1578 W 239	Mussy-sur-Seine	1970 - 1975
1578 W 240	Noés-près-Troyes	1974 - 1979
1578 W 241	Nogent-sur-Seine	1966 - 1970
1578 W 242	Nogent-sur-Seine	1964 - 1970
1578 W 243	Nogent-sur-Seine	1971 - 1977
1578 W 244	Nogent-sur-Seine	1964 - 1968
1578 W 245	Nogent-sur-Seine	1962 - 1967
1578 W 246	Piney	1974 - 1977

1578 W 247	Plaines-Saint-Lange	1978 - 1980
1578 W 248	Pont-Sainte-Marie	1971 - 1974
1578 W 249	Pont-Sainte-Marie	1973 - 1977
1578 W 250	Pont-Sainte-Marie	1979 - 1980
1578 W 251	Pont-sur-Seine	1965 - 1969
1578 W 252	Romilly-sur-Seine	1961 - 1965
1578 W 253	Romilly-sur-Seine	1965 - 1967
1578 W 254	Romilly-sur-Seine	1969 - 1972
1578 W 255	Romilly-sur-Seine	1981 - 1982
1578 W 256	Romilly-sur-Seine	1954 - 1957
1578 W 257	Romilly-sur-Seine	1958 - 1962
1578 W 258	Saint-André-les-Vergers	1968 - 1976
1578 W 259	Saint-André-les-Vergers	1963 - 1966
1578 W 260	Saint-André-les-Vergers	1982
1578 W 261	Saint-André-les-Vergers	1975 - 1979
1578 W 262	Troyes	1965 - 1972
1578 W 263	Troyes	1979 - 1980
1578 W 264	Troyes	1959 - 1963
1578 W 265	Troyes	1980 - 1981
1578 W 266	Troyes	1956 - 1961

1578 W 267	Troyes	1974 - 1978
1578 W 268	Troyes	1957 - 1964
1578 W 269	Troyes	1983 - 1984
1578 W 270	Troyes	1959 - 1966
1578 W 271	Troyes	1980 - 1980
1578 W 272	Arcis-sur-Aube	1964 - 1969
1578 W 273	Arcis-sur-Aube	1971 - 1976
1578 W 274	Arcis-sur-Aube	1967 - 1971
1578 W 275	Arcis-sur-Aube	1962 - 1967
1578 W 276	Arcis-sur-Aube	1964 - 1968
1578 W 277	Bar-sur-Aube	1968
1578 W 278	Bar-sur-Aube	1966 - 1970
1578 W 279	Bar-sur-Aube	1958 - 1963
1578 W 280	Bar-sur-Aube	1962 - 1965
1578 W 281	Bar-sur-Aube	1958 - 1961
1578 W 282	Bar-sur-Aube	1963 - 1969
1578 W 283	Bar-sur-Aube	1956 - 1961
1578 W 284	Bar-sur-Aube	1961 - 1968
1578 W 285	Bar-sur-Aube	1970 - 1972
1578 W 286	Bar-sur-Aube	1970 - 1974

1578 W 287	Bar-sur-Aube	1971 - 1976
1578 W 288	Bar-sur-Aube	1970 - 1974
1578 W 289	Bar-sur-Aube	1971 - 1975
1578 W 290	Bouilly	1967 - 1971
1578 W 291	Bouilly	1963 - 1964
1578 W 292	Chavanges	1970 - 1973
1578 W 293	Crancey	1967 - 1970
1578 W 294	Crancey	1968 - 1972
1578 W 295	Dienville	1959 - 1964
1578 W 296	Ervy-le-Châtel	1971 - 1973
1578 W 297	Essoyes	1973 - 1976
1578 W 298	Estissac	1970 - 1974
1578 W 299	Fontaine-les-Grès	1974 - 1978
1578 W 300	Fontaine-les-Grès	1970 - 1974
1578 W 301	Fontaine-les-Grès	1959 - 1963
1578 W 302	Fontaine-les-Grès	1960 - 1964
1578 W 303	La Chapelle Saint-Luc	1961 - 1965
1578 W 304	La Chapelle Saint-Luc	1969 - 1971
1578 W 305	La Chapelle Saint-Luc	1967 - 1970
1578 W 306	La Chapelle Saint-Luc	1960 - 1964

1578 W 307	La Chapelle Saint-Luc	1962 - 1967
1578 W 308	La Chapelle Saint-Luc	1966 - 1969
1578 W 309	La Chapelle Saint-Luc	1964 - 1970
1578 W 310	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1975
1578 W 311	La Chapelle Saint-Luc	1973 - 1977
1578 W 312	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 313	La Chapelle Saint-Luc	1967 - 1971
1578 W 314	La Chapelle Saint-Luc	1968
1578 W 315	La Chapelle Saint-Luc	1970 - 1972
1578 W 316	La Chapelle Saint-Luc	1967 - 1970
1578 W 317	La Chapelle Saint-Luc	1968 - 1969
1578 W 318	La Chapelle Saint-Luc	1976 - 1977
1578 W 319	La Chapelle Saint-Luc	1970 - 1973
1578 W 320	La Chapelle Saint-Luc	1957 - 1960
1578 W 321	La Chapelle Saint-Luc	1969 - 1976
1578 W 322	La Chapelle Saint-Luc	1970 - 1970
1578 W 323	Mailly-le-Camp	1966 - 1971
1578 W 324	Marcilly-le-Hayer et Marigny-le-Châtel	1969 - 1974
1578 W 325	Mussy-sur-Seine	1959 - 1962
1578 W 326	Nogent-sur-Seine	1976 - 1977

1578 W 327	Nogent-sur-Seine	1971 - 1975
1578 W 328	Nogent-sur-Seine	1953 - 1960
1578 W 329	Nogent-sur-Seine	1977 - 1979
1578 W 330	Nogent-sur-Seine	1972 - 1976
1578 W 331	Nogent-sur-Seine	1970 - 1973
1578 W 332	Nogent-sur-Seine	1960 - 1966
1578 W 333	Nogent-sur-Seine	1972 - 1976
1578 W 334	Nogent-sur-Seine	1972 - 1976
1578 W 335	Piney	1970 - 1973
1578 W 336	Plaines-saint-Lange	1972 - 1975
1578 W 337	Pont-Sainte-Marie	1971 - 1978
1578 W 338	Pont-Sainte-Marie	1973
1578 W 339	Pont-Sainte-Marie	1969 - 1973
1578 W 340	Pont-Sainte-Marie	1972 - 1976
1578 W 341	Pont-sur-Seine	1969 - 1973
1578 W 342	Romilly-sur-Seine	1965 - 1970
1578 W 343	Romilly-sur-Seine	1957 - 1962
1578 W 344	Romilly-sur-Seine	1961 - 1968
1578 W 345	Romilly-sur-Seine	1955
1578 W 346	Romilly-sur-Seine	1955 - 1958

1578 W 347	Romilly-sur-Seine	1954 - 1957
1578 W 348	Romilly-sur-Seine	1970 - 1976
1578 W 349	Romilly-sur-Seine	1967 - 1972
1578 W 350	Romilly-sur-Seine	1959 - 1965
1578 W 351	Romilly-sur-Seine	1969 - 1976
1578 W 352	Romilly-sur-Seine	1962 - 1968
1578 W 353	Saint-André-les-Vergers	1974 - 1979
1578 W 354	Saint-André-les-Vergers	1969 - 1973
1578 W 355	Saint-André-les-Vergers	1968 - 1974
1578 W 356	Saint-André-les-Vergers	1956 - 1960
1578 W 357	Saint-André-les-Vergers	1978 - 1980
1578 W 358	Saint-André-les-Vergers	1981
1578 W 359	Saint-André-les-Vergers	1960 - 1964
1578 W 360	Saint-Julien-les-Villas	1982
1578 W 361	Saint-Julien-les-Villas	1958 - 1961
1578 W 362	Saint-Julien-les-Villas	1982
1578 W 363	Saint-Julien-les-Villas	1973 - 1976
1578 W 364	Troyes	1961 - 1965
1578 W 365	Troyes	1980
1578 W 366	Troyes	1957

1578 W 367	Troyes	1960 - 1964
1578 W 368	Troyes	1965 - 1968
1578 W 369	Troyes	1958 - 1965
1578 W 370	Troyes	1962 - 1967
1578 W 371	Troyes	1981 - 1982
1578 W 372	Troyes	1962 - 1966
1578 W 373	Troyes	1978
1578 W 374	Troyes	1966 - 1972
1578 W 375	Troyes	1976 - 1979
1578 W 376	Troyes	1956 - 1958
1578 W 377	Troyes	1964 - 1967
1578 W 378	Vaudes	1969 - 1974
1578 W 379	Villenauxe-la-Grande	1981 - 1982
1578 W 380	Virey-sous-Bar	1964 - 1967
1578 W 381	Romilly-sur-Seine	1975 - 1977
1578 W 382	La Chapelle Saint-Luc	1973 - 1975
1578 W 383 - 386	Société anonyme immobilière d'économie mixte de construction d'Aube	1971 - 1982
1578 W 383	La Chapelle Saint-Luc	1971
1578 W 384	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1972
1578 W 385	La Chapelle Saint-Luc	1971 - 1973

1578 W 386	Troyes	1981 - 1982
1578 W 387	Société civile Immobilière « La Ruelle aux Meuniers ». Troyes	1981
1578 W 388 - 389	Société civile Immobilière « Le Point du Jour »	1963
1578 W 388	Troyes	1963
1578 W 389	Troyes	1963
1578 W 390	Société civile Immobilière « Les Charmilles ». Saint-André-les-Vergers	1981
1578 W 391	Société civile Immobilière « Résidence des Hauts-Trévois ». Troyes	1982
1578 W 392	Société Civile Immobilière « Résidence La Paix ». Troyes	1968
1578 W 393	Société civile Immobilière de Construction. Rosières-près-Troyes	1969 - 1970
1578 W 394	Société de construction et d'aménagement pour la région parisienne et les provins. Brienne-le-Château	1975 - 1978
1578 W 395 - 397 Troyenne »	Société d'habitations à loyer modéré « La Maissonnette	1954 - 1972
1578 W 395	Bar-sur-Seine	1971
1578 W 396	Saint-André-les-Vergers	1970 - 1972
1578 W 397	Troyes	1954 - 1956
1578 W 398	Société d'habitations à loyer modéré « Champagne et Vosges ». La Chapelle-Saint-Luc	1966 - 1967
1578 W 399	Société d'habitations à loyer modéré « Champagne et Vosges ». La Chapelle-Saint-Luc	1952 - 1956
1578 W 400	Société d'habitations à loyer modéré « Champagne et Vosges ». Romilly-sur-Seine	1956 - 1961

1578 W 401	Société d'habitations à loyer modéré « Champagne et Vosges ». Troyes	1951 - 1955
1578 W 402	Société immobilière de l'arrondissement de Bar-sur-Aube (SIABA). Brienne-le-Château	1963 - 1963
1578 W 403	Ville de Nogent-sur-Seine. Nogent-sur-Seine	1965 - 1970